

Ports de plaisance par dizaines, autoroutes au kilomètre, aéroports à gogo et services publics au kilo : sous la pression de la troïka, Athènes solde des pans entiers du pays et se met à dos la population.

# La Grèce vend tout, les Grecs vent debout



La plage d'Elafonissos, le port de Thessalonique et l'ancien aéroport d'Hellinikon, cédé en mars pour 915 millions d'euros à un consortium gréco-chinois. Sur ces 620 hectares près d'Athènes, pas loin de 6 milliards d'euros seront investis dans un complexe touristique de luxe.

PHOTOS HUBER, SIMEONE, PHOTONONSTOP, NIKOLAS GIAKOURIDIS, AP, ARIS MESSINIS, AFP



Par NATHALIE DUBOIS

Vendre pour alléger la dette : la Grèce, face aux innombrables exigences de ses créanciers, s'est engagée à privatiser à tout va. Mais ce programme patine, de retards en ratés, tandis qu'enfle la contestation populaire. La fronde se centre actuellement sur Thessalonique, deuxième ville du pays. En jeu : la vente de la compagnie des eaux Eyath, que le groupe français Suez était bien parti pour racheter, et celle du port, lorgné par huit investisseurs européens, asiatiques et émirati. Deux privatisations combattues par les salariés, les habitants et les élus locaux.

**VERTIGE.** Plus grave pour le gouvernement, la plus haute juridiction administrative du pays vient de mettre son veto à la cession de la compagnie des eaux d'Athènes. Dans un arrêt rendu fin mai, le Conseil d'Etat a estimé que « la transformation d'une entreprise publique en entreprise privée ayant pour objectif le profit fait peser une incertitude sur la continuité de l'offre de service public abordable et de qualité ». Cette décision a redonné le moral à Yiorgos Archontopoulos, président

## REPÈRES

### À VENDRE

Liste non exhaustive des infrastructures et autres propriétés de l'Etat





hôtels, un château néogothique de 2000 m<sup>2</sup> sur l'île de Corfou, des centaines d'hectares de terrains bordant des plages paradisiaques (*lire ci-dessous*), etc. N'en jetons plus, tout est sur le site internet du Taiped (1), qui vaut le détour. Ces appels d'offres tous azimuts n'ont pourtant pas généré jusqu'ici les recettes espérées. L'objectif initial de 50 milliards d'euros, très irréaliste, a été divisé par deux. La troïka (représentant l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international) ne table plus que sur 22,3 milliards d'euros de recettes d'ici 2020. Un pari loin d'être gagné, car à peine 3 milliards ont été encaissés à ce jour.

**STARTING-BLOCKS.** Le FMI s'énerve de la «terrible lenteur» d'Athènes à lever la foule d'obstacles juridiques, administratifs et politiques qui découragent les investisseurs. Seules trois sociétés ont pu être privatisées: la loterie nationale, les paris sportifs Opap et le réseau de transport gazier Desfa. Le gros coup prévu en 2013, la vente à Gazprom de la compagnie de gaz Depa, a échoué, le géant russe ayant retiré son offre.

Avec la remise en cause de la privatisation de l'eau, le gouvernement va devoir pousser les feux sous les autres dossiers en cours, dont la mise en gérance privée du port du Pirée, de l'aéroport d'Athènes et d'un pan du monopole de l'électricité. Les investisseurs chinois sont déjà dans les starting-blocks sur tous ces appels d'offres, notamment le groupe Cosco, à qui deux terminaux du Pirée ont été donnés en concession depuis le début de la crise. Jeudi à Athènes, le Premier ministre grec, Antonis Samaras, déroulait d'ailleurs le tapis rouge à son homologue Li Ke-qiang. Celui-ci serait

## RÉCIT

porteur de plus de 6 milliards d'euros de promesses d'investissements, une aubaine dans un pays ravagé par 27% de chômage. Mais face à l'accélération des privatisations prévue cette année, les syndicats restent vent debout, le Parlement très réticent et les municipalités furieuses de ne pas être consultées. Malgré l'opposition de la mairie de Thessalonique et un avis consultatif négatif des députés, la cession de 67% du capital du deuxième port du pays poursuit son chemin. Car la troïka en a fait l'une des conditions au versement de la dernière tranche d'aide. «Notre principale difficulté», confesse Constantin Maniopoulos, c'est l'absence de soutien dans l'opinion pu-

blique, les partis politiques, le management des sociétés publiques ou les syndicats.» Le triomphe du parti de gauche radicale Syriza aux élections européennes complique encore la donne.

Dans ce contexte, Bruxelles a bien du mal à faire entendre son message: «Au lieu de se crispier sur la peur de la spoliation, voyons le potentiel de dynamisation économique qu'apportent ces capitaux privés»,

plaide Panos Carvounis, chef du bureau grec de la Commission.

«**DÉSHÉRENCE.**» «Lancer la privatisation de l'eau au moment où beaucoup de pays de l'UE font marche arrière et reviennent à des régies municipales, était malvenu, juge l'expert indépendant allemand Jens Bastian, ex-membre de l'équipe européenne chargée d'assister Athènes. En revanche, les

Grecs paient le courant très cher et auraient intérêt à la fin du monopole de l'électricité. L'Etat a un énorme patrimoine qu'il laisse en déshérence. Les citoyens seraient gagnants qu'il soit mieux exploité.» Encore faudrait-il un débat national, auquel le gouvernement grec se déroberait, laissant ainsi grandir dans le pays le sentiment qu'on brade les bijoux de famille. ◆

(1) www.hradf.com/en

Plus de cent portions du littoral sont en vente. Les ONG redoutent une dégradation des plages «à l'espagnole».

# Le gouvernement fait le marchand de sable

«**W**elcome to paradise»: à l'entrée de la plage de Simos, le panneau n'est ni racoleur ni trompeur. Car c'est bien l'émerveillement qui saisit le visiteur lorsqu'il débarque sur la petite île d'Elafonissos, dans l'extrême sud-est du Péloponnèse. Les plages jumelles de Simos et de Sarakino, avec leurs eaux turquoise et leurs immenses étendues de sable blanc bordées de dunes sauvages, évoquent d'ailleurs plus les Caraïbes que la Méditerranée. Un écrin naturel dont le potentiel n'a pas échappé au Taiped, le fonds hellénique de privatisation (*lire ci-contre*). Quelque 17 hectares en bordure de plage sont proposés à la vente – en fait une concession de cinquante ans.

«**Complexe hôtelier.**» Mais il y a foule d'autres lots. Certains ont déjà été vendus, comme ce terrain de 49 hectares jouxtant la superbe plage de Kassiope sur l'île de Corfou, cédée pour quatre-vingt-dix-neuf ans, en janvier, à NCH, un fonds d'investissement américain, pour la modique somme de 23 millions d'euros. D'autres lots cherchent encore preneur, comme celui bordant sept kilomètres de plage sur l'île de Rhodes et qui offre, selon l'annonce officielle, «un potentiel de développement intégrant tourisme, loisirs et projet de constructions résidentielles». En tout, 110 portions du littoral grec auraient ainsi été mises en vente.

«Ce n'est pas exactement une privatisation des plages, corrige George Chassiotis, du WWF grec. Car ce n'est pas la plage elle-même qui est cédée, mais le terrain qui la borde. Reste que le site ne sera jamais plus le même si un immense complexe hôtelier est érigé sur les plages d'Elafonissos, ou au milieu des pinèdes de Corfou.» En mai, le président de la branche espagnole du WWF a écrit au gouvernement pour le dissuader de «commettre les mêmes erreurs» qui ont abouti à la «destruction» de la côte espagnole.

Une crainte d'autant plus légitime que les garanties exigées de la part des acquéreurs sont au mieux minimalistes, au pire totalement floues. «Les représentants de Taiped parlent sans cesse de "valorisation" et assurent que ce programme bénéficiera au tourisme. Mais aucune étude environnementale n'a été effectuée et même l'impact réel sur le tourisme n'a pas été évalué», constate George Chassiotis, du WWF.

Les craintes des opposants à la privatisation du littoral ont encore été accrues en avril, lorsque le gouvernement a présenté un projet de loi qui restreignait sévèrement la définition de la plage (autorisant de fait des constructions à dix mètres seulement du rivage), légalisait pour la première fois les constructions illégales en bord de mer au nom de la «rationalisation», et faisait sauter toutes les limites à l'exploitation des

plages à des fins commerciales. Devant le tollé général, le projet de loi a été retiré à la veille des élections européennes. «Mais le ministère des Finances a déjà annoncé qu'il présenterait une nouvelle mouture de la loi», rappelle Olivier Drot, un Français installé en Grèce et fondateur d'Okeanews, un site qui a relayé la pétition contre le projet de loi.

«**Veau d'or.**» Soumises à la pression continue de la troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne, FMI), les autorités grecques ont désespérément besoin de cash. «Mais jusqu'à quel point peut-on accepter de détruire un pays, essentiellement au nom de la recapitalisation des banques et du paiement des intérêts de la dette?» s'insurge Olivier Drot. «En réalité, le gouvernement cherche surtout à satisfaire l'industrie du tourisme qui a le vent en poupe», souligne George Chassiotis du WWF.

Le tourisme: voilà le veau d'or de la Grèce! Cette année comme en 2013, le secteur est en croissance exponentielle: 20 millions de touristes sont attendus en Grèce, soit le double de la population locale, et les réservations de vols sont en hausse de 25%. «Mais ce que les touristes viennent chercher, ce sont précisément ces plages encore préservées», souligne Olivier Drot. C'est ça, le trésor de la Grèce. Qu'en sera-t-il dans quelques années?»

MARIA MALAGARDIS

du syndicat des employés d'Eyath: «S'il est contraire à la Constitution de privatiser l'eau d'Athènes, pourquoi en serait-il autrement à Thessalonique?» s'interroge-t-il. Un groupe d'élus, de citoyens et d'associations s'apprête donc à saisir le Conseil d'Etat. Parmi eux, Soste to nero («sauvez l'eau»). Bravant l'interdiction du ministère de l'Intérieur, cette coalition a tenu un référendum «sauvage» sur l'avenir d'Eyath, couplé aux élections locales grecques. Des urnes placées le 18 mai devant les bureaux de vote ont permis à 218 000 électeurs de l'agglomération de se prononcer pour ou contre la privatisation d'Eyath. Résultat, écrasant: 98% de non. Bref, le terrain est devenu tellement

**L'objectif de 50 milliards d'euros a été divisé par deux. La troïka ne table plus que sur 22,3 milliards d'euros de recettes d'ici 2020.**

miné que les autorités battent, pour le moment, en retraite. «Il serait difficile de poursuivre le processus comme si la décision du Conseil d'Etat concernant la régie d'eau athénienne devait n'avoir aucune conséquence pour Thessalonique», admet Constantin Maniopoulos, le président du fonds hellénique de privatisation (Taiped), joint par téléphone.

Ce fonds, auquel l'Etat transfère peu à peu tous ses actifs vendables, a un catalogue qui donne le vertige. Trente-huit aéroports, douze ports, la compagnie d'électricité, le gaz, les chemins de fer, la poste, Hellenic Petroleum, quatre sources thermales, 700 km d'autoroutes, une centaine de ports de plaisance, des

**DÉJÀ VENDU**  
en millions d'euros

\*Terrains, maisons...

\*\*Exemple d'hôtel vendu parmi tant d'autres...

